



Aidspan

Independent observer
of the Global Fund

25 avril 2020 : Journée internationale de lutte contre le paludisme

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre le paludisme, l'Organisation Mondiale de la Santé a rappelé que le paludisme demeure la maladie infectieuse la plus mortelle, à l'heure où le COVID-19 occupe toute l'attention du monde. Entre 2000 et 2014, le nombre de décès imputables au paludisme a baissé de 40 % au niveau mondial, passant de 743 000 à 446 000 selon les estimations.

Mais on constate une stagnation ces dernières années. Selon le [Rapport sur le paludisme dans le monde 2019 de l'OMS](#), le nombre de nouvelles infections n'a pas reculé entre 2014 et 2018. Il y a eu presque autant de décès dus au paludisme en 2018 que l'année précédente. L'apparition du COVID-19 inquiète également les acteurs de la lutte contre le paludisme, alors que des campagnes de distribution de moustiquaires ont été retardées, et que la fréquentation des centres de santé, en particulier par les femmes enceintes et les enfants semble baisser. Une nouvelle étude de modélisation de l'OMS suggère que de graves perturbations des campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide et un moindre accès aux médicaments antipaludiques dues à COVID-19 pourraient entraîner un doublement des décès dus au paludisme, pouvant aller jusqu'à près de 800 000 décès en 2020 : « la communauté de lutte contre le paludisme demande à ces pays de poursuivre en toute sécurité les interventions de lutte contre le paludisme qui sauvent des vies et qui accélèrent le diagnostic et le traitement au niveau communautaire. Ces interventions comprennent la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée et de traitements préventifs pour les femmes enceintes et les enfants, qui courent le plus grand risque de mourir d'une piqûre de moustique, ainsi que la gestion intégrée des cas au niveau communautaire dans le cadre des services de santé essentiels ».

[La campagne « Zéro Palu ! Je m'engage »](#), adoptée par 14 pays africains, mobilise l'ensemble des membres de la société, à savoir les dirigeants politiques qui contrôlent les décisions politiques et les budgets publics, les entreprises du secteur privé qui bénéficieront d'une main-d'œuvre non touchée par le paludisme et les communautés touchées par la maladie, dont l'adhésion aux interventions de lutte contre le paludisme et la prise en main de celles-ci sont essentielles pour en assurer la réussite.

Parmi les messages clés délivrés par cette campagne, on retient qu'un enfant meurt encore du paludisme toutes les deux minutes. Au fur et à mesure des progrès, le paludisme devient une maladie emblématique de la pauvreté et de l'inégalité, les plus vulnérables étant plus exposés au risque de mourir d'une piqûre de moustique. Il existe des outils efficaces permettant la prévention, la détection et le traitement du paludisme, qui doivent être mis à la disposition des plus vulnérables en particulier des femmes enceintes et des enfants. En 2020, le Groupe de travail RBM sur le paludisme pendant la grossesse (PPG) lancera la campagne #speedupscaleup afin de rallier davantage de parties prenantes, pour apporter cette intervention qui sauve des vies à toutes les femmes concernées en Afrique subsaharienne.



Un entretien avec Olivia Ngou, directrice du premier réseau des organisations communautaires impliquées dans la lutte contre le paludisme, CS4ME nous donne son éclairage :

- Que traduisent les chiffres 2019 ?

405.000 personnes sont décédées du paludisme en 2019, et 228 millions de cas ont enregistré dans le système de santé, ce qui exclut de fait les décès dans la communauté des personnes qui ne se sont jamais adressées à un personnel soignant. Les enfants de moins de 5 ans représentent 67% de ces décès, et la maladie continue d'affecter principalement les plus pauvres de manière disproportionnée.

- Quelles sont aujourd'hui les barrières dans la progression vers l'élimination du paludisme en Afrique ?

L'une des difficultés principales réside dans le financement de la lutte contre le paludisme, car ces derniers sont insuffisants, les plans stratégiques des pays ne sont financés qu'à moitié, le gap global est de 2 milliards de dollars pour 2020. Le changement climatique est un phénomène important, qui provoque la résistance aux insecticides en Asie du sud-est.

Enfin, il nous faut améliorer les stratégies de mise en œuvre, en privilégiant des actions plus ciblées en fonction des besoins des communautés. Les campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées universelles ne sont pas coûteuses efficaces. Il faut que ces actions soient ciblées et ciblent en priorité les communautés les plus vulnérables qui n'ont pas accès aux outils ni aux services de santé : les nomades, les réfugiés, les habitants des zones rurales.

- Quelle est l'action du réseau CS4ME depuis sa création ?

La création de CS4ME a permis d'engager les OSC dans les efforts de plaidoyer en particulier lors de la conférence de Lyon pour la reconstitution des ressources du Fonds mondial. Ce dernier est le premier financeur de la lutte contre le paludisme dans le monde, garantir une levée de fonds importante était cruciale pour nous. La reconstitution a abouti à une augmentation de 23% des fonds du Fonds mondial, et à l'octroi de subventions paludisme très importantes pour la région d'Afrique de l'ouest et du centre.

CS4ME s'engage pour que soient impliquée la société civile dans les processus du FM, en particulier dans le dialogue pays au plan national. Nous comptons créer des taskforces programme PNLP et OSC pour réfléchir à des stratégies qui prennent en compte la contribution communautaire. Les OSC peuvent identifier les groupes vulnérables ou les populations que les services de santé ne touchent pas et qui sont particulièrement vulnérables au paludisme.

- Quelle est l'incidence du COVID-19 sur les campagnes de prévention du paludisme dans la région africaine ? Y a-t-il également des opportunités ?

Certaines distributions de moustiquaires imprégnées planifiées n'auront pas lieu à cause du Covid. Il faut rattraper ce retard car la saison des pluies approche. Le COVID-19 est également une opportunité pour les communautés de se mobiliser, on l'a vu avec la fabrication des masques, l'installation des postes de lavage des mains, la sensibilisation pour faire face aux besoins. Nous rappelons à nos gouvernements que la prise en charge et le renforcement des systèmes communautaires est indispensable, et que le financement domestique pour la santé est crucial. Le gouvernement seul ne peut pas atteindre toutes les populations à risque, ce sont les organisations communautaires qui sont le relai et le COVID le démontre encore une fois. Au Cameroun le gouvernement a déployé les agents de santé communautaire pour faire le dépistage des personnes qui présentent des symptômes, on voit leur utilité. Nous espérons que cette pandémie donnera l'occasion aux pays de revoir le financement de la santé et d'améliorer la promotion de la santé et les activités de prévention.

- Une partie de vos messages porte sur le manque de financement de la lutte contre le paludisme : en quoi ce gap réduit-il la chance d'éliminer le paludisme d'ici 2030 ?

Il nous fallait environ 100 milliards de dollars entre 2015 et 2030 pour atteindre l'élimination du paludisme. À ce stade pour 2020, il y a un gap de 2 milliards de dollars, alors que le COVID requiert des investissements supplémentaires. Ce gap est crucial car les nouveaux outils doivent être financés et ceux qui existent doivent être mis à l'échelle. Avec des plans stratégiques financés à 50%, ce sera impossible. Or, dans certaines zones, il nous faut des moustiquaires de 3ème génération PBO comme au Bénin, qui se révèlent plus efficaces pour lutter contre les résistances mais elles sont plus coûteuses (2 à 3 fois plus chères que les moustiquaires habituelles). Il nous faut des moyens pour élargir la couverture en agents de santé pour couvrir les districts et villages les plus éloignés, ce sont eux qui prennent en charge le paludisme simple et sauvent des vies. Nous avons besoin d'un bon système de surveillance et des données de qualité requièrent de l'argent, on sait que le paludisme est une maladie communautaire, peut-être que nos données actuelles ne nous permettent pas de détecter réellement l'ampleur de la maladie. Enfin, nous devons développer des stratégies de lutte contre le paludisme plus fines, districts par districts, à l'aide de cartographies qui mettent en lumière les comportements des populations et leurs besoins et cela aussi requiert des financements.

Les investissements mondiaux dans la lutte contre le paludisme ont contribué à sauver 7 millions de vies et à prévenir plus d'un milliard de cas de paludisme depuis 2000 – des gains qui sont maintenant menacés par COVID-19. Ces investissements ont également contribué à renforcer les capacités des pays touchés par le paludisme en matière de soins de santé, leur permettant ainsi de lutter contre le paludisme et d'autres maladies et contre les nouvelles menaces comme COVID-19, en :

- formant des dizaines de milliers de travailleurs de la santé pour effectuer un diagnostic et un traitement précoces et une prise en charge communautaire intégrée des personnes atteintes de paludisme/fièvres ;
- améliorant l'accès aux traitements vitaux, aux diagnostics rapides et aux interventions préventives ;
- assurant la mise en place de systèmes de données pour améliorer la surveillance en temps réel des maladies infectieuses ;
- améliorant les chaînes d'approvisionnement et la disponibilité de médicaments et d'équipements médicaux efficaces ; et
- appuyant le renforcement des capacités des laboratoires nationaux.

[Read More](#)
